

**République Centrafricaine - Nations
unies - Renouvellement du mandat
de la MINUSCA - Explication de
vote du représentant permanent de
la France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(Paris, 15 novembre 2017)

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption à l'unanimité de la résolution 2387 renouvelant le mandat de la MINUSCA. Dans un contexte marqué par une détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire, avec un lourd tribut payé par les populations civiles, les casques bleus et les travailleurs humanitaires, nous nous félicitons que le conseil de sécurité exprime ainsi son plein et entier soutien à la MINUSCA ainsi qu'aux autorités centrafricaines.

La France l'avait affirmé avant la négociation qui vient de s'achever aujourd'hui : le conseil de sécurité ne pouvait pas prendre le risque de laisser la RCA replonger dans une crise aussi dramatique que celle que le pays avait connue entre fin 2012 et début 2014 ; le conseil devait peser de tout son poids pour enrayer cette spirale de violences et recréer une dynamique positive dans le pays.

C'est bien le sens de la résolution importante, portée par la France, que nous venons d'adopter.

Monsieur le Président, je voudrais souligner plus particulièrement trois points concernant cette résolution, qui marque une étape majeure dans le cadre de nos efforts au service de la RCA.

Premier point, cette résolution apporte un appui, que nous souhaitons décisif, à la MINUSCA avec une hausse du plafond de troupes de 900 personnels militaires. Cette hausse était attendue par tous et elle permettra de redonner plus de moyens d'action et plus de flexibilité à la MINUSCA afin de mieux lui permettre de remplir son mandat de protection des civils. La MINUSCA a déjà montré qu'elle pouvait agir de façon proactive et robuste quand cela était nécessaire, pour protéger les populations civiles, notamment les populations vulnérables que sont les femmes et les enfants, contre la menace des groupes armés. Nous souhaitons qu'elle puisse continuer à agir en ce sens dans le cadre de cette nouvelle résolution, avec des moyens renforcés.

En matière de protection des civils, je souhaite également revenir sur l'importance de lutter efficacement contre les cas d'exploitation et d'abus sexuels et rappeler le plein soutien de la France à la politique de tolérance zéro du secrétaire général ainsi qu'au Pacte volontaire conclu entre l'ONU et les États membres. Dans ce contexte, cette résolution encourage les Nations

unies et les pays contributeurs de troupes et de police à poursuivre et à consolider le travail déjà engagé pour prévenir ces abus et s'assurer qu'ils ne restent pas impunis.

Deuxième point, cette résolution permet également, à la demande du secrétaire général des Nations unies, de mieux prioriser le mandat de la MINUSCA autour des tâches essentielles du maintien de la paix que sont la protection des civils sur laquelle je viens de m'exprimer, le soutien au processus de paix et de réconciliation, sous le leadership des autorités centrafricaines et en lien avec l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation, ainsi que la délivrance de l'aide humanitaire. Cette priorisation du mandat s'accompagnera d'un meilleur séquençage de certaines autres tâches de la MINUSCA afin de permettre à la mission de remplir son mandat de la façon la plus efficace possible.

Troisième point, cette résolution marque une première étape dans le soutien que la MINUSCA pourra apporter au redéploiement progressif et maîtrisé des forces armées centrafricaines formées par la mission européenne EUTM-RCA, en vue de leur installation dans la durée. Les recommandations du secrétaire général, attendues d'ici au mois de mai prochain, seront très utiles dans cette perspective. C'est un point essentiel car avec le soutien au redéploiement des forces de sécurité intérieure centrafricaines, il s'agit pour le conseil de sécurité de confirmer son soutien aux autorités centrafricaines dans la mise en oeuvre de leur stratégie de restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire.

Monsieur le Président,

La France, en tant que plume sur le dossier centrafricain, souhaiterait une nouvelle fois remercier le secrétaire général des Nations unies ainsi que son représentant spécial pour la RCA, M. Parfait Onanga, pour leur engagement en faveur de la paix et de la réconciliation en RCA. Je remercie également l'ensemble des délégations du conseil de sécurité pour leur engagement, qui a permis l'adoption unanime de cette résolution.

Bien entendu, comme nous le savons tous, la crise que connaît la RCA ne pourra être résolue par la seule réponse sécuritaire et sans un engagement résolu de l'ensemble des acteurs concernés.

C'est pour cela que cette résolution réaffirme le plein soutien du conseil de sécurité au président Touadéra et l'encourage à poursuivre les efforts qu'il a conduits jusqu'ici pour faciliter la réconciliation nationale. C'est également pour cela que cette résolution soutient l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation afin d'aboutir à un accord politique global, inclusif, et qui ne laisse aucune question de côté, notamment en ce qui concerne la lutte contre l'impunité.

Monsieur le Président,

En dépit des difficultés que nous connaissons tous, nous pouvons réussir, ensemble, en RCA, si nous restons mobilisés en faveur d'une paix durable dans ce pays. C'est tout le sens de cette résolution importante et de grande portée, qu'il s'agit à présent de mettre en oeuvre dans son

intégralité.

Je vous remercie./.